

Consultation publique relative aux règles de comptabilisation des coûts de la Poste, prestataire du service universel postal

1. Remarque préliminaires

Cette contribution est le travail conjoint des deux sociétés IMX France et Press'tissimo, toutes deux opérateurs postaux autorisés par l'ARCEP.

La transparence des règles de comptabilisation des coûts du prestataire du service universel postal et de leurs évolutions contribuera au bon fonctionnement de ce marché qui s'ouvre progressivement à la concurrence. Cette consultation est donc en ce sens un élément positif. Nous regrettons néanmoins que les enjeux de cette consultation soient peu développés. Il est indiqué dans l'introduction « L'enjeu est significatif notamment pour la tarification » mais ensuite aucun parallèle n'est effectué entre les règles de comptabilisation des coûts et la tarification actuelle. Il eût été intéressant de comparer ces règles et d'en analyser la corrélation à la tarification des objets.

Enfin, les éléments présentés étant souvent très techniques, nous nous en sommes tenus à des principes généraux, laissant le soin aux experts de décortiquer les analyses techniques.

2. Questions

- **Question 1 : quels sont vos commentaires sur cette description ?**

Les tournées de collectes effectuées par La Poste ne sont pas prises en compte dans la partie « collecte » représentant 16% des coûts globaux. Nous sommes surpris par cette absence car de plus en plus d'entreprises ont recours à ce type de service pour éviter d'aller faire la queue aux guichets. Cet oubli est-il volontaire et lié au fait que cette prestation soit ouverte à la concurrence ?

Le transport pèse 8% des coûts globaux, pourtant en dehors des colis et des seuils d'accès pour certains produits, le dépôt de plis pour une distribution locale ou régionale n'amène pas une tarification plus faible. Au vu de cette répartition des coûts par process, cela semblerait pourtant justifié.

Le chargement avant la distribution n'est pas mentionné. Il s'agit d'une tâche secondaire mais dont le coût est directement lié au poids.

Les baisses structurelles de volumes vont remettre progressivement en cause l'hypothèse d'une longueur de trajet fixe. Or le modèle présenté en fin d'étude montre l'impact important de la distance moyenne entre deux points d'arrêt sur l'économie d'une tournée. La répartition de ces coûts par grand process devra donc également être remise à jour régulièrement. Le format et le poids sont selon notre expérience des inducteurs de coûts secondaires comparés à la consolidation et à la densité des tournées.

- **Question 2 : que pensez-vous de la segmentation réglementaire, fondée sur la variable « poids » ? Quelles évolutions suggèreriez-vous ? Sur la base de quelles références ou de quels raisonnements ?**

L'introduction du document montre clairement que le format est souvent prépondérant dans la manière dont sont traités les plis. De plus, les statistiques de ventilations des plis montrent une corrélation Poids X Format très limitée pour les tranches 2 et 3

Notre expérience d'opérateur postal nous montre que dans les tâches amont, on traite aisément des plis de format A4 de poids différents mais beaucoup plus difficilement des plis de différents format ayant des poids similaires. C'est donc l'hétérogénéité des formats qui amène un coût de traitement supplémentaire.

Notre suggestion est donc de retenir des règles tenant compte des deux paramètres Format, Poids et surtout de prendre en compte toute préparation amont permettant de traiter des flux homogènes

- **Question 3 : quelle est votre appréciation sur la pertinence et l'utilité de l'introduction du format dans les tarifications ?**

L'introduction du format dans la tarification nous paraît dans la suite logique du constat de son impact sur les coûts de traitement. Toutes les phases de préparations sont directement liées au format. La mécanisation est également très dépendante du format.

- **Question 4 : quels sont vos commentaires sur l'évolution de ces index ?**

Nous n'avons pas de commentaires techniques sur le calcul de ces indexes mais les différentes méthodes exposées semblent montrer que le poids est « surpondéré » dans les indexes actuels.

D'autres études similaires ont probablement été effectuées dans d'autres pays et cette consultation permettra probablement d'en connaître les résultats.

- **Question 5 : quelles améliorations suggèreriez-vous d'apporter à cette modélisation ? En particulier, pourriez-vous citer des études ou des références disponibles à cet effet ?**

La maquette présentée repose sur des critères objectifs représentant bien la réalité économique d'une tournée de distribution. Nous l'avons testée avec des paramètres réels de notre distribution sur Paris et parvenons à des résultats proches de la réalité.

Un opérateur entrant sur le marché peut fonctionner :

- soit sur une hypothèse similaire à celle de la Poste, c'est-à-dire une distance de trajet de tournée saturée constante, et dans ce cas c'est la probabilité d'arrêt qui va être très inférieure à 1 et influencer sur les coûts de revient ;
- soit sur des tournées non fixes, redéfinies chaque jour, et dans ce cas c'est le paramètre distance moyenne entre 2 arrêts qui est directement impacté.

Le temps moyen de remise par objet ne distingue pas les objets livrés à des entreprises des objets livrés aux particuliers. Or dans le premier cas les objets sont souvent livrés au standard de façon groupée et le temps de remise est probablement différent de celui de remise en boîte aux lettres.

Ce modèle met clairement en évidence que le coût distribution à l'objet varie fortement en fonction de la consolidation et de la densité des tournées. Un opérateur entrant sur le marché a naturellement une part de marché faible. Structurellement ses tournées sont donc peu denses et peu consolidées et leur coût de revient est donc très supérieur à celui des tournées de La Poste. La question du financement du service universel doit donc prendre en compte ces éléments structurels qui reflètent une réalité économique très concrète.

Pour revenir aux règles d'affectation des coûts de distribution aux objets, nous sommes d'avis que le principal critère est l'urgence. Un réseau de distribution qui intègre des objets dont le niveau d'urgence est variable, est structuré sur le niveau de service le plus exigeant. Des tournées sont donc mises en place pour répondre aux exigences de cette distribution urgente. Elles sont calibrées sur des tournées « saturées ». On peut ensuite faire le raisonnement suivant : si seuls les produits urgents étaient distribués, la probabilité d'arrêt serait de X%, le nombre moyen de plis par point d'arrêt de Z et le coût de revient à l'objet de Y. Ensuite les objets non urgents viennent combler jusqu'à saturation ces tournées et le coût de revient moyen revient à Y1. En affectant le coût Y aux objets « urgents » on en déduit le coût de revient Y2 des objets « non urgents ». La moyenne pondérée de Y2 et Y donnant Y1. Les critères poids et format n'ont sur le trajet que très peu d'impact sauf comme cela est mentionné si cela implique un nouveau chargement.

- **Question 6 : l'analyse montre que l'allocation des coûts communs en deux temps ne repose pas sur des hypothèses parfaitement homogènes. Que pensez-vous des améliorations ou des alternatives possibles proposées ?**

Pas d'avis sur cette question qui relève des techniques statistiques.